

## ROYAUME DE BELGIQUE

-----

## KONINKRIJK BELGIE

-----

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 7 mai 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route", a donné le 1er juillet 1998 l'avis suivant :

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 7 mei 1998 door de Minister van Vervoer verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "ter uitvoering van de richtlijn 95/50/EG van de Raad van 6 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg", heeft op 1 juli 1998 het volgende advies gegeven :

## EXAMEN DU PROJET

### Préambule

#### Alinéa 1er

Il convient de rédiger cet alinéa comme suit :

"Vu la loi du 10 août 1960 portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.) et des Annexes, signés à Genève le 30 septembre 1957;"

#### Alinéa 2

Il convient de se conformer à l'intitulé exact de la directive visée. On écrira donc "concernant des procédures" au lieu de "concernant les procédures".

#### Alinéa 3

L'article 1er de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, ne constitue pas un fondement juridique à l'arrêté en projet. Ce dernier trouve en effet un fondement suffisant dans la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité. En conséquence, cet alinéa sera omis.

.../...

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 3)

L'article 1er de la loi du 21 juin 1985 précitée a également été modifié par les lois des 5 avril 1995, 4 août 1996 et 27 novembre 1996. Il convient de mentionner ces modifications dans cet alinéa. Par ailleurs, il convient également de viser l'article 3 de la loi.

En conséquence, on écrira :

"Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 5 avril 1995, 4 août 1996 et 27 novembre 1996, et l'article 3;"

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 4)

Comme seul l'article 1er de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et des actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable a été modifié par les lois des 21 juin 1985 et 28 juillet 1987, on écrira "notamment l'article 1er, modifié par les lois des 21 juin 1985 et 28 juillet 1987, et l'article 3" au lieu de "notamment les article 1 et 3, modifiée par les lois des 21 juin 1985 et 28 juillet 1987, et l'article 3".

.../...

Alinéas 6 à 13

Les textes visés à ces alinéas ne constituent pas des fondements juridiques à l'arrêté en projet. En conséquence, ces alinéas seront omis.

Alinéa 14 (devenant l'alinéa 6)

Comme l'avis de l'inspecteur des Finances a été donné après l'avis de la Commission consultative administration-industrie, il convient d'intervertir cet alinéa avec l'alinéa 15 du projet (devenant l'alinéa 5).

Alinéa 17 (devenant l'alinéa 8)

Il convient d'écrire "Commission européenne" au lieu de "Commission des Communautés Européennes", ainsi que d'intervertir cet alinéa avec l'alinéa 16 (devenant l'alinéa 7), l'avis de la Commission européenne ayant été donné avant la procédure d'association des Gouvernements régionaux.

Alinéa 18

L'avis de la section de législation du Conseil d'Etat étant demandé dans un délai ne dépassant pas un mois, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il n'y a pas lieu de motiver l'urgence dans le préambule. Cet alinéa sera omis.

.../...

### Proposant

Il y a lieu de respecter l'ordre de préséance des membres du Gouvernement, tel qu'il est fixé par la circulaire du 3 septembre 1995 des Services du Premier Ministre en tenant compte des dernières modifications qui sont intervenues à la suite de l'arrêté royal du 19 juin 1998 - Gouvernement Démission - Modifications - Nomination, publié au Moniteur belge du 23 juin 1998, page 20349.

La même observation vaut pour l'article 11 et pour les signatures.

### Dispositif

#### Article 1er

1. Comme le terme "classes", qui est défini dans le 6°, n'apparaît dans le texte de l'arrêté qu'à l'article 1er, 8°, il est préférable d'écrire "classes de marchandises dangereuses définies dans l'A.D.R." au lieu de "classes" dans le 8°, ainsi que d'omettre le 6°.

2. La définition du "contrôle" qui figure au 7° n'ajoute rien à ce qui est prévu à l'article 3, alinéa 1er, ou à ce qu'on entend dans le langage courant par ce mot. Cette définition sera, dès lors, omise.

.../...

## Article 2

1. Cette disposition habilite les fonctionnaires qu'elle désigne à effectuer les contrôles visés à l'article 3, c'est-à-dire "les contrôles prévus par le présent arrêté afin de vérifier leur conformité avec la législation sur le transport de marchandises dangereuses par route".

Or, ces fonctionnaires sont déjà habilités, par les différentes lois qui constituent le fondement de la réglementation des transports de marchandises dangereuses, à contrôler le respect de cette législation.

Mieux vaut, dès lors, sous réserve de ce qui sera dit à l'égard des articles 4, 6 et 8, supprimer dans la disposition examinée la référence à l'habilitation et prévoir que toutes les catégories de fonctionnaires qui y sont énumérées, y compris les officiers de police judiciaire, contrôlent le respect de la législation sur le transport de marchandises dangereuses par route en suivant la procédure uniforme fixée par l'arrêté en projet.

2. Parmi les fonctionnaires chargés du contrôle, le projet désigne "les fonctionnaires compétents en matière de déchets et de transport de déchets pour ce qui les concerne".

Ainsi qu'il résulte des éléments fournis au Conseil d'Etat, cette catégorie de fonctionnaires a été ajoutée à la demande de la Région flamande dans le cadre de la procédure d'association des Régions. Le gouvernement flamand souhai-

.../...

tait, en effet, que les fonctionnaires de la "Openbare Afvalmaatschappij voor het Vlaamse Gewest" puissent également effectuer les contrôles prévus par le projet.

Il n'appartient toutefois pas à l'autorité fédérale de désigner, pour les missions qu'elle détermine, des fonctionnaires des entités fédérées.

Si les Régions, dans le cadre de leurs compétences, effectuent également des contrôles des transports de matières dangereuses par route, il leur appartient de rendre elles-mêmes applicables à ces contrôles les procédures prévues par la directive 95/50/CE.

L'article 5 du projet prévoit par ailleurs une "concertation régulière" entre les instances de contrôle et les autorités compétentes.

Si l'auteur du projet souhaite associer des autorités ou des services régionaux à cette concertation, il convient dans ce cas de prendre, de l'accord des Gouvernements concernés, un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, conformément à l'article 92ter, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Si on souhaite que les services régionaux de contrôle soient tenus d'adresser un rapport sur les contrôles effectués à l'administration fédérale, afin que celle-ci l'incorpore dans le rapport à adresser à la Commission européenne, conformément à l'article 9 du projet, en vue de satisfaire à l'article 9 de la directive précitée, un accord de coopération paraît nécessaire.

.../...

### Article 3

L'alinéa 1er paraphrase l'article 3, paragraphe 1, de la directive 95/50/CE qui dispose :

"Les Etats membres assurent qu'une proportion représentative des transports routiers de marchandises dangereuses est soumise aux contrôles prévus par la présente directive, afin de vérifier leur conformité avec la législation sur le transport de marchandises dangereuses par route."

Cette disposition de la directive, assigne aux Etats membres, conformément à l'article 189 du Traité instituant la Communauté européenne, un résultat à atteindre, à savoir celui d'assurer le contrôle d'une proportion représentative des transports routiers.

Transposée littéralement dans le projet, cette disposition ne contient aucune norme pour les administrés. Elle est dès lors dépourvue de toute valeur réglementaire et sera, en conséquence, omise.

La même observation vaut pour l'alinéa 2, dans la mesure où il stipule que "les contrôles sont effectués par sondage" et qu'ils "couvrent dans toute la mesure du possible une partie étendue du réseau routier", paraphrasant ainsi l'article 4, paragraphe 2, de la directive.

.../...

Articles 4, 6 et 8

D'une manière générale, il ne suffit pas, pour transposer une directive européenne en droit interne de la reproduire fidèlement dans un texte autonome, encore faut-il s'assurer que cette disposition nouvelle s'harmonise avec celles déjà existantes en droit interne et qui traitent de la même matière, ceci de façon à éviter les doubles emplois, voire même les contradictions.

Les articles 4, 6 et 8 de l'arrêté en projet devront être revus à la lumière de cette observation. En effet, des dispositions de droit interne existent déjà en ce qui concerne les contrôles dans les entreprises, les prises et l'analyse d'échantillons ainsi que l'immobilisation du véhicule.

Article 5

Il convient d'écrire "les contrôles" au lieu de "le niveau du contrôle aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif", ainsi que "à l'initiative du ministre qui a le transport routier des marchandises dangereuses dans ses attributions" au lieu de "à l'initiative et sous la direction de l'Administration dépendant du Ministère des Communications et de l'Infrastructure et compétente pour le transport routier des marchandises dangereuses".

.../...

### Article 7

Cette disposition reproduit l'article 4, paragraphe 1, de la directive.

Ce dernier constitue un des éléments essentiels de la directive. En effectuant de manière uniforme les contrôles dans les Etats membres, sur la base d'un formulaire unique dont un double est remis au transporteur, on évite la redondance des contrôles afin de les rendre plus efficaces. Ce formulaire ne constitue toutefois pas un certificat de conformité et sa détention ne permet pas de se soustraire aux contrôles ultérieurs.

Telle est l'idée qui est exprimée, un peu lourdement, par la disposition en cause de la directive.

Dans un texte réglementaire, mieux vaut toutefois éviter d'utiliser des expressions aussi peu précises que "simplifier les contrôles", "dans la mesure du possible" et "actions spécifiques de contrôles ponctuels", qui servent davantage à exprimer l'objectif de la norme que son contenu.

La rédaction suivante est dès lors proposée :

"Art. 7 Les agents visés à l'article 2 utilisent la liste de contrôle figurant à l'annexe I. Un exemplaire complété de cette liste est remis au conducteur du véhicule et est présenté par celui-ci lors de tout contrôle ultérieur.".

.../...

### Observations finales

1. Lorsqu'il est procédé à des subdivisions à l'intérieur d'une phrase, leur numérotage doit se faire par "1°", "2°", "3°", etc., et non par "1.", "2.", "3.", etc. Cette observation vaut pour l'article 2.

2. La première lettre des points d'une énumération ne s'écrit pas en caractère majuscule (voir l'article 2, 5.).

3. Les points d'une énumération sont, sauf le dernier, à terminer par un point-virgule et non par un point ou par une virgule (voir l'article 1er, 7° et 8°, et l'article 2, 2. et 4.).

4. Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

-----

ONDERZOEK VAN HET ONTWERPAanhefEerste lid

Dit lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 10 augustus 1960 houdende goedkeuring van het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (A.D.R.) en van de bijlagen, ondertekend te Genève op 30 september 1957;".

Tweede lid

Het opschrift van de vermelde richtlijn is niet juist in de Franse tekst. Men schrijve "concernant des procédures", in plaats van "concernant les procédures".

Derde lid

Artikel 1 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, levert geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. Het ontworpen besluit ontleent immers voldoende rechtsgrond aan de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen. Bijgevolg moet dit lid vervallen.

.../...

Vierde lid (dat het derde lid wordt)

Artikel 1 van de voormelde wet van 21 juni 1985 is ook gewijzigd bij de wetten van 5 april 1995, 4 augustus 1996 en 27 november 1996. Die wijzigingen moeten in dit lid worden vermeld. Bovendien moet ook naar artikel 3 van de wet worden verwezen.

Men schrijve dus :

"Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 5 april 1995, 4 augustus 1996 en 27 november 1996, en op artikel 3;"

Vijfde lid (dat het vierde lid wordt)

Aangezien alleen artikel 1 van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg bij de wetten van 21 juni 1985 en 28 juli 1987 is gewijzigd, schrijve men "inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en 28 juli 1987, en op artikel 3" in plaats van "inzonderheid op artikels 1 en 3, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en 28 juli 1987".

.../...

Zesde tot dertiende lid

De in die leden vermelde wetten en besluiten leveren geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. Die leden moeten dus vervallen.

Veertiende lid (dat het zesde lid wordt)

Aangezien het advies van de inspecteur van Financiën na het advies van de raadgevende commissie administratienijverheid is gegeven, dient dit lid te worden omgewisseld met het vijftiende lid van het ontwerp (dat het vijfde lid wordt).

Zeventiende lid (dat het achtste lid wordt)

De woorden "Commissie van de Europese Gemeenschappen" moeten worden vervangen door de woorden "Europese Commissie" en dit lid moet worden omgewisseld met het zestiende lid (dat het zevende lid wordt), aangezien het advies van de Europese Commissie is gegeven vóór de gewestregeringen bij het ontwerpen van het besluit betrokken zijn.

Achttiende lid

Aangezien men de afdeling wetgeving van de Raad van State krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State verzocht heeft binnen een maand advies uit te brengen, is er geen reden om de spoedbehandeling in de aanhef te motiveren. Dit lid vervalt.

.../...

### Voordrachtformulier

De leden van de Regering behoren te worden vermeld in de volgorde die in de circulaire van 3 september 1995 van de Diensten van de Eerste Minister is vastgesteld, rekening houdend met de jongste wijzigingen naar aanleiding van het koninklijk besluit van 19 juni 1998 - Regering Ontslag - Wijzigingen - Benoeming, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 juni 1998, blz. 20349.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11 en voor de ondertekeningsformulieren.

### Bepalend gedeelte

#### Artikel 1

1. Aangezien het woord "klassen", dat in 6° wordt omschreven, in het besluit pas aan de orde is in artikel 1, 8°, doet men er beter aan 6° te laten vervallen en in 8° het woord "klassen" te vervangen door de woorden "klassen van gevaarlijke goederen omschreven in het A.D.R.".

2. De definitie van "controle" in 7° voegt niets toe aan wat in artikel 3, eerste lid, wordt bepaald, noch aan wat in het courante taalgebruik onder dit woord wordt verstaan. Deze definitie moet dus vervallen.

.../...

## Artikel 2

1. In deze bepaling worden de ambtenaren aangewezen die de in artikel 3 vermelde controles, namelijk "de controles voorzien door dit besluit teneinde hun overeenstemming te verifiëren met de wettelijke bepalingen betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg", mogen uitvoeren.

Die ambtenaren worden echter al door de verschillende wetten waarop de regelgeving omtrent het vervoer van gevaarlijke goederen gebaseerd is, gemachtigd om na te gaan of die wetgeving wordt nageleefd.

Daarom doet men er beter aan, onder voorbehoud van wat over de artikelen 4, 6 en 8 wordt gezegd, de verwijzing naar de machtiging in de onderzochte bepaling te schrappen en te bepalen dat alle ambtenaren die daarin worden opgesomd, ook de officieren van gerechtelijke politie, controleren of de wetgeving op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg wordt nageleefd volgens de eenvormige procedure die door het ontworpen besluit wordt vastgesteld.

2. Tot de ambtenaren die met de controle belast zijn, behoren volgens het ontwerp "de ambtenaren bevoegd inzake afvalstoffen en inzake vervoer van afvalstoffen voor wat hen aangaat".

.../...

Zoals blijkt uit de inlichtingen die de Raad van State heeft gekregen, heeft men die categorie van ambtenaren op verzoek van het Vlaamse Gewest toegevoegd in het raam van de procedure waarbij de Gewesten betrokken worden bij het ontwerpen van het besluit. De Vlaamse Regering wil immers dat ook de ambtenaren van de Openbare Afvalstoffen-maatschappij voor het Vlaamse Gewest de controles kunnen uitvoeren waarin dit ontwerp voorziet.

De federale overheid is evenwel niet bevoegd om, voor de taken die zij vaststelt, ambtenaren van de deelen-entiteiten aan te wijzen.

Als de Gewesten, in het raam van hun bevoegdheden, ook controles op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg uitvoeren, staat het aan hen om zelf de procedures voorgeschreven in richtlijn 95/50/EG op die controles toepasselijk te maken.

Artikel 5 van het ontwerp bepaalt overigens dat "geregeld overleg" wordt gepleegd tussen de controle-instanties en de bevoegde overheden.

Wil de steller van het ontwerp gewestelijke overheden of diensten bij dat overleg betrekken, dan moet met goedvinden van de betrokken Regeringen een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden uitgevaardigd overeenkomstig artikel 92ter, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

.../...

Als men verlangt dat de gewestelijke controle-diensten verplicht zijn om het federale bestuur een verslag over de uitgevoerde controles te bezorgen, opdat het federale bestuur dat verslag opneemt in het verslag dat overeenkomstig artikel 9 van het ontwerp aan de Europese Commissie moet worden bezorgd om te voldoen aan artikel 9 van de voormelde richtlijn, lijkt een samenwerkingsakkoord noodzakelijk.

### Artikel 3

Het eerste lid is een parafrase van artikel 3, lid 1, van richtlijn 95/50/EG, dat aldus luidt :

"De Lid-Staten dragen er zorg voor dat een representatief deel van het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg wordt onderworpen aan de controles in het kader van deze richtlijn, teneinde de overeenstemming van het vervoer met de wetgeving inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg te verifiëren."

Die bepaling van de richtlijn legt de Lid-Staten, overeenkomstig artikel 189 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, een te bereiken resultaat op, namelijk een representatief deel van het vervoer over de weg controleren.

Die bepaling, die nagenoeg woordelijk in het ontwerp is omgezet, bevat geen enkele regel voor de burgers. Ze heeft bijgevolg geen verordenende waarde en moet dus vervallen.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor het tweede lid, voorzover daarin wordt bepaald dat "de controles worden uitgeoefend door middel van steekproeven" en dat die controles "(...) zoveel mogelijk een groot deel van het wegennet (omvatten)", wat een woordelijke weergave is van artikel 4, lid 2, van de richtlijn.

#### Artikelen 4, 6 en 8

Om een Europese richtlijn in het interne recht om te zetten, is het algemeen beschouwd niet voldoende om de richtlijn woordelijk in een autonome regeling over te nemen. Men moet er ook voor zorgen dat die nieuwe bepaling in overeenstemming is met de reeds bestaande internrechtelijke bepalingen over dezelfde aangelegenheid om overlappingen of zelfs tegenstrijdigheden te voorkomen.

De artikelen 4, 6 en 8 van het ontworpen besluit moeten in het licht van die opmerking worden herzien. Er bestaan immers al internrechtelijke bepalingen over controles in ondernemingen, over het nemen en onderzoeken van monsters alsook over het doorrijverbod voor voertuigen.

#### Artikel 5

Men schrijve "de controles" in plaats van "het peil van de controle zowel op kwalitatief als kwantitatief vlak" en "op initiatief van de minister die bevoegd is voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg" in plaats van

.../...

"op initiatief en onder de leiding van het Bestuur dat afhangt van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur en dat bevoegd is voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg".

#### Artikel 7

Deze bepaling neemt artikel 4, lid 1, van de richtlijn vrijwel over.

Dit artikel is één van de hoofdbestanddelen van de richtlijn. Door de controle in alle Lid-Staten eenvormig uit te voeren, op basis van eenzelfde formulier waarvan een duplicaat aan de bestuurder wordt gegeven, voorkomt men dat de controles nodeloos worden overgedaan en worden ze efficiënter. Dit formulier is evenwel geen gelijkvormigheidsattest en het is niet omdat men dit formulier bezit dat men zich aan latere controles kan onttrekken.

Dat is het idee dat, ietwat zwaar, in de desbetreffende bepaling van de richtlijn wordt verwoord.

In een regelgevende tekst doet men er echter goed aan onnauwkeurige bewoordingen zoals "controles vereenvoudigen", "zoveel mogelijk" en "ad hoc specifieke controles", die veeleer de doelstelling dan de inhoud van de rechtsregel weergeven, te vermijden.

.../...

Daarom wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Art. 7 De overheidspersonen genoemd in artikel 2 gebruiken de controlelijst vermeld in bijlage I. De bestuurder van het voertuig krijgt een ingevuld exemplaar van die lijst en toont het bij elke latere controle."

#### Slotopmerkingen

1. Is er behoefte aan genummerde onderdelen in een zin, dan gebruike men daarvoor de tekens "1°", "2°", "3°" enz. en niet "1.", "2.", "3." enz. Die opmerking geldt voor artikel 2.

2. De eerste letter van de punten van een opsomming wordt niet met een hoofdletter geschreven (zie artikel 2, 5.).

3. Aan het einde van de punten van een opsomming, behalve bij het laatste, schrijft men geen komma, maar een puntkomma (zie artikel 1, 7° en 8°, en artikel 2, 2. en 4.).

4. In verscheidene bepalingen van het ontwerp wordt op de een of andere manier afgeweken van het correcte taalgebruik of de goede wetgevingstechniek. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen en bij

.../...

wijze van voorbeeld worden hierna in dat verband een aantal tekstvoorstellen gedaan.

#### Aanhef

In het twintigste lid schrijve men : "vervangen bij de wet van" in plaats van "vervangen door de wet van".

#### Voordrachtformulier

In het voordrachtformulier, in fine, schrijve men : "op het advies van" in plaats van "op advies van".

#### Artikel 1

In onderdeel 4° zou de gallicistische wending "afhangende van" vervangen moeten worden door de woorden "behorende tot".

In onderdeel 8° moet het woord "controle" met een c worden geschreven en zou het bepaald lidwoord "de" vóór de woorden "klasse 7" beter vervallen.

.../...

## Artikel 2

De constructie "Zijn ... gemachtigd", waarbij de persoonsvorm van het werkwoord naar Frans model eerst wordt geplaatst, is in strijd met het Nederlandse taaleigen.

## Artikel 4

Het woord "agenten", dat in casu in een onnederlandse betekenis gebruikt wordt, zou vervangen moeten worden door het woord "overheidspersonen".

## Artikel 5

Het woord "controle-instanties" dat, gelijk in de Woordenlijst Nederlandse taal staat aangegeven, met een verbindingsstreepje gespeld moet worden, wordt in het ontwerp verkeerd gespeld. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

## Artikel 6

In het eerste lid zou volgens de zo-even genoemde Woordenlijst het woord "producten" met een c gespeld moeten worden. In het tweede lid zou het beter zijn het woord "modaliteiten" te vervangen door de woorden "nadere regels".

.../...

### Artikel 7

In de laatste zin zou, zoals trouwens in artikel 4, lid 1, van de meergenoemde richtlijn staat, "controles uit te voeren" geschreven moeten worden in plaats van "controles uit te oefenen".

### Artikel 8

De vraag rijst waarom niet, anders dan in artikel 4, lid 3, van de bewuste richtlijn het geval is, met de veel nederlandse term "doorrijverbod" gewerkt wordt om de Franse begrippen "immobiliser" en "immobilisation" weer te geven.

### Artikel 10

Men schrijve :

"Art. 10 Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.".

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,  
de Heren

président de chambre,  
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,  
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

F. DELPEREE,  
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,  
Mevrouw

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par  
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.  
La note du Bureau de coordination a  
été rédigée par M. C. AMELYNCK et  
exposée par M. A. LEFEBVRE,  
référéndaires adjoints.

Het verslag werd uitgebracht  
door de H. L. DETROUX, adjunct-  
auditeur. De nota van het Coör-  
dinatiebureau werd opgesteld door  
de H. C. AMELYNCK en toegelicht  
door de H. A. LEFEBVRE, adjunct-  
referendarissen.

La concordance entre la version  
française et la version néerlandai-  
se a été vérifiée sous le contrôle  
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de  
Franse en de Nederlandse tekst  
werd nagezien onder toezicht van  
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN